



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Hainaut  
Equipe V2  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STELLANTIS-Site de Hordain**

**SEVELNORD**

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : VH/V2.2023.049  
Code AIOT : 0007001055

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2023 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STELLANTIS (SEVELNORD) assemblait depuis 1994 des monospaces et fourgons et depuis 2006 des véhicules « combis ». La fabrication de véhicules monospaces a été arrêtée en juin 2013.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- l'atelier « Ferrage » pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées ;
- l'atelier « Peinture » pour les opérations de protection et de revêtement des caisses ;
- l'atelier « Montage » pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

délivré en date du 11 janvier 1993 modifié à plusieurs reprises.

Une activité de reconditionnement de véhicules d'occasion a été mise en place depuis 2019 au sein du bâtiment 03 en lieu et place des activités de montage et de peinture qui s'y déroulait précédemment.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les arrêtés servant de support à l'inspection sont les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/1993 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 04/12/2002 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques, rejets COV

L'inspection a porté sur les rejets des installations de peinture et retouche du bâtiment 03 VO et sur les installations de traitement des COV des installations de peinture (oxydateur) du bâtiment 02.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Rejets Air	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention incendie	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 5.1	/	Sans objet
2	Rejets Air	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 5.2	/	Observation
3	Rejets Air	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 5.3.1	/	Sans objet
4	Rejets Air	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 5.3.2	/	Sans objet
5	Rejets Air	AP Complémentaire du 26/06/2020, article 5.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rejets Air	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 5.1.2	/	Sans objet
8	Rejets Air	AP Complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.1	/	Sans objet
9	Rejets Air	AP Complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.2	/	Observation
10	Rejets Air	AP Complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.3	/	Sans objet
11	Rejets Air	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 5.5.4	/	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement STELLANTIS, de par ses activités, est un des plus gros contributeur régional en termes d'émissions de COV. D'après les éléments déclarés dans son Plan de Gestion de Solvant, les émissions déclarées étaient de 801 tonnes en 2019, 589 t en 2020 et 693 t en 2021.

Il apparaît que la maîtrise des émissions en COV est un sujet auquel s'attache l'exploitant. Les dérives qui avaient été constatées en 2019 et ayant conduit à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020 sont corrigées.

Néanmoins, l'étude de réduction des émissions de COV prévue à l'article 11 de cet arrêté n'a pas été remise, ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de respecter cette prescription.

Dans le cadre de la maîtrise des émissions de COV, une meilleure connaissance des émissions et de leur quantification est nécessaire. A titre d'exemple, l'exploitant se base actuellement sur une mesure annuelle du rendement de l'oxydateur qui traite les émissions en lien avec l'activité peinture du bâtiment 02 pour effectuer les bilans trimestriels d'émission de COV ce qui pourrait être à l'origine d'incertitudes sur les émissions du site.

Dans le cadre de la maîtrise des émissions en COV du site, et notamment dans le cadre du dossier de réexamen du BREF STS relative à la directive IED, cette visite a fait l'objet d'échanges sur le sujet, notamment sur la demande d'aménagement sur la surveillance en continu des émissaires les plus émetteurs.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection/Extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La cabine et les box des retouches peintures du bâtiment 03 - VO de l'atelier véhicules d'occasion disposent d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage à mousse.
<b>Constats :</b> Le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage à mousse est présent. L'exploitant a communiqué le dernier rapport d'entretien annuel (société SMS, intervention du 28 au 29/12/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rejets Air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf tableau annexe 1
<b>Constats :</b> Les 2 points de rejets au niveau du bâtiment 03-VO sont présents mais n'ont pas fait l'objet d'une vérification de leurs dimensions lors de la présente inspection. Le dernier rapport d'autosurveillance (rapport DEKRA référencé D96967142201R002) en date du 13/09/2022 a été communiqué. Les mesures ont été réalisées sur la cabine de peinture ainsi que sur les cabines retouches (3 box de retouche et 1 tunnel de peinture).  Les vitesses d'éjection sont inférieures aux vitesses d'éjections minimales : - Cabine Peinture du bâtiment 3 VO : $8,6 \text{ m.s}^{-1}$ pour une VLE à $13,7 \text{ m.s}^{-1}$ - Box retouche du bâtiment 3 VO : $6,2 \text{ m.s}^{-1}$ pour une VLE à $8 \text{ m.s}^{-1}$ L'exploitant a indiqué que ces cabines, qui étaient à l'origine utilisées en permanence dans le cadre de peinture de véhicule complet, sont actuellement utilisées de manière ponctuelle et pour des surfaces peintes moindres (retouches sur petites pièces à l'unité). L'exploitant a indiqué qu'un plan de travaux sur l'aérodynamique de ces conduits est prévu pour 2023.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de fournir les bons d'engagement de travaux correspondant sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Rejets Air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf tableau annexe 1
<b>Constats :</b> Le dernier rapport d'autosurveillance du bâtiment 03-VO (rapport DEKRA référencé D96967142201R002) en date du 13/09/2022 a été communiqué. Il a été réalisé sur la cabine de peinture ainsi que sur les cabines retouches (3 box de retouche et 1 tunnel de peinture). Les valeurs mesurées sur les paramètres COV et poussières sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites COV mention de danger
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques listés ci-dessous dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup> :- acide acrylique ; - acide chloracétique ; - anhydride maléique ; - crésol ; - dichlorométhane (chlorure de méthylène) ; - 2,4 dichlorophénol ; - diéthylamine ; - diméthylamine ; - éthylamine ; - méthacrylates ; - phénols ; - 1, 1, 2 trichloroéthane ; - trichloroéthylène ; - triéthylamine ; - xylénol.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés dans cette liste, la valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés dans cette liste et une valeur de 50 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>Valeurs limites d'émission en COV en cas d'utilisation de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R 40 ou R 68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R 40 ou R 68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si les COV listés étaient présents dans les rejets spécifiques de ce bâtiment, seules des mesures de COVT et de COVnm étant réalisées. Néanmoins, il est toutefois relevé les flux horaires mesurés en COVnm est inférieur à 100 g/h :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cabine Peinture du bâtiment 3 VO : 80,4 g/h pour une VLE à 8750 g/h</li> <li>- Box retouche du bâtiment 3 VO : 43,6 g/h pour une VLE à 2000 g/h</li> </ul> <p>L'exploitant a communiqué un export de la base des substances utilisées sur le site. Seul le Gazole utilisé pour les véhicules du site fait mention de la phrase de risque H351.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf tableau annexe 1</p> <p><b>Constats :</b> La fréquence d'autosurveillance est respectée, les dernières mesures ont été réalisées en date du 13/09/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 11/01/1993, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement des COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  APC du 26/06/2020  « Les rejets de COV des effluents atmosphériques des cabines Base 1 et Vernis sont concentrés par des roues d'adsorption zéolites TA1 et TA2 avant d'être envoyés pour traitement vers l'incinérateur.  L'efficacité de ces installations doit être maintenue dans le temps. L'exploitant met en place un plan d'entretien et de suivi au niveau des installations de concentration de COV susvisées qui permet de s'en assurer.»</p>
<p><b>Constats :</b> Le changement des roues d'absorption a été réalisé en décembre 2020.</p> <p>Le dernier contrôle inopiné réalisé le 10/05/2022 (rapport Entimes référencé DOC. RFE 7408-006-001 / Rév. A /06.06.2022) indique un rendement d'épuration de 92,5 % (90 % minimum prescrit).  Le dernier rapport d'autosurveillance (rapport DEKRA référencé 111889902201R001) en date du 12/07/2022 indique un rendement d'épuration de 91,37 %.  Pour mémoire lors de la visite d'inspection du 07/05/2019 ce rendement était de l'ordre de 85 %.</p> <p>La surveillance des installations est effectuée via le logiciel de suivi MONITOR. Ce dispositif permet la remontée de défaut en temps réel pour l'ensemble du process peinture en y incluant le système de traitement de COV constitué des roues zéolites et de l'oxydateur.  La base d'archivage des incidents a été présentée (SAPIA) avec les différents temps d'indisponibilité. Une réunion quotidienne de suivi de panne du service maintenance est réalisée pour l'ensemble des cabines peinture et du dispositif de traitement.  Une remontée mensuelle du service maintenance au service environnement est effectuée sur les actions entreprises.</p> <p>Un suivi des sondes de températures de l'oxydateur est réalisé toutes les 6 à 7 semaines.  Un plan de surveillance journalier de la maintenance au niveau du système de traitement des COV a été présenté. Les vérifications portent notamment sur les couplages de flux à traiter, l'enregistrement des températures, les températures de désorption des roues zéolites, la fréquence des variateurs des roues zéolite, la gestion des registres de l'oxydateur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2020, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la réduction des émissions de COV. Cette étude doit notamment examiner la mise en place de dispositifs de traitement de COV des points de rejet canalisés des secteurs « cabine base 2 » et « cataphorèse » et des points de rejet canalisés non envoyés à l'incinérateur des secteurs « cabines base 1 », « cabine vernis » et « étuve laques ».  Cette étude est mise à jour et transmise à l'inspection de l'environnement à une fréquence quinquennale.</p>
<p><b>Constats :</b> Malgré une démarche d'amélioration sur les installations émettrices de COV (surveillance et maintenance de l'incinérateur, changement de peinture,...) l'exploitant n'a pas remis d'étude technico-économique relative à la réduction des émissions de COV.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan émissions COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité totale de composés organiques volatils (COV) rejetée à l'atmosphère par carrosserie est donnée par le tableau suivant :  (Cf tableau Annexe 1] Norme de rejet par véhicule</p> <p>Afin de mesurer le respect des engagements ci-dessus, l'exploitant doit établir, à une fréquence trimestrielle, un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures qu'il transmet à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit.  Il tient à cet effet une comptabilité des quantités et teneurs en solvants mis en œuvre dans les produits consommés. Il réalise un bilan des entrées et des sorties de matière y compris des solvants de dilution et de nettoyage et il détermine les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets. En l'absence d'épuration spécifique, il est considéré que la totalité des COV est émise à l'atmosphère lors des opérations d'application de peinture.  L'exploitant communique également à l'inspection des installations classées toutes les informations relatives à la production des véhicules pendant la période considérée et aux surfaces électrophorétiques des modèles fabriqués.</p>
<p><b>Constats :</b> Les normes de rejet par véhicule sont respectées.  Les bilans des émissions de solvant sont transmis trimestriellement :  Trimestre 1 -2022 : Total solvant émis 206265 kg 4,76 kg/vh 32,2 gr/m<sup>2</sup>  Trimestre 2 -2022 : Total solvant émis 161704 kg 4,76 kg/vh 32,2 gr/m<sup>2</sup>  Trimestre 3 -2022 : Total solvant émis 112802 kg 3,74 kg/vh 25,4 gr/m<sup>2</sup>  Trimestre 4 -2022 : Total solvant émis 113050 kg 3,56 kg/vh 23,2 gr/m<sup>2</sup></p> <p>A noter que les niveaux d'émissions de COV associés aux meilleures techniques disponibles (NEAMTD) du BREF STS (traitement de surface utilisant des solvants) et applicables à compter de décembre 2024 sont possiblement plus bas que les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du site de Hordain.  Dans le cas d'une unité existante, ces NEAMTD sont fixées (cf. MTD 24 - tableau 7) à :  - pour les VP (Véhicules Particuliers) : 8 – 30 g COV/m<sup>2</sup> véhicule revêtu  - pour les CTTE (Camionnette) : 10 – 40 g/m<sup>2</sup> véhicule revêtu</p> <p>L'exploitant a communiqué les chiffres de production CTTE/VP sur les trois dernières années, ces chiffres indiquent une proportion de 70 % CTTE et 30% VP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction émissions COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'appliquer à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réduction des émissions de solvants à l'atmosphère par emploi de technologies propres, récupération ou élimination (utilisation de peinture à haut ou moyen extrait sec, peintures hydrosolubles, incinération, etc...);</li> <li>• la recherche systématique de la récupération d'énergie et des matières première</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a initié un changement de peinture en utilisant une peinture moins émettrice de COV (quantité à utiliser moindre, plus haut pouvoir couvrant, épaisseur réduite) : . Cette nouvelle peinture blanche, utilisée majoritairement sur le site, est mise en œuvre depuis mai 2022.</p> <p>Concernant la réduction des émissions de solvant à l'atmosphère, à titre d'exemple, il a été constaté durant l'inspection qu'un dispositif de collecte de raclage de boue de peinture (bac relargage Base 1 localisé au sein du bâtiment 02 niveau 0 F6) était non couvert. Ce dispositif entraîne donc des émissions diffuses de COV. Il convient de mettre en place un plan d'action visant à la réduction de ces émissions.</p> <p>Ce point est à mettre en lien avec la non-conformité relevée pour l'article 11 sur l'étude de réduction des émissions de COV.</p>
<b>Observations :</b> Point visé par la mise en demeure de remise d'étude de réduction des émissions de COV.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 04/12/2002, article 5.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances émissions COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance en permanence des émissions canalisées et diffuses de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane est réalisée. Elle doit être donnée, d'une part dans le cas général des émissions de COV, le flux horaire maximal exprimé en kg/h de carbone total et, d'autre part, celui exprimé en somme des composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ou présentant une phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61.</p> <p>Cette surveillance peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions (dont bilan matière). Cette corrélation doit être confirmée périodiquement par une mesure des émissions pour les installations de traitement de rejets atmosphériques.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant réalise un bilan matière à travers son PGS. La surveillance en continu des températures de fonctionnement de l'oxydateur est réalisée. Un organisme accrédité mesure annuellement les concentrations en COV en amont et en aval de l'oxydateur.</p> <p>Concernant les composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou à mention de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351, l'exploitant a communiqué un export de la base des substances utilisées sur le site. Seul le Gazole utilisé pour les véhicules du site fait mention de la phase de risque H351.</p> <p><b>Observations :</b> Concernant le réexamen du BREF STS, la fréquence de surveillance des émissions dans les gaz résiduels est traitée dans la MTD 11.</p> <p>Dans cette MTD, la fréquence associée à la surveillance des émissions de COV est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- annuelle pour toute cheminée où le flux de COVT est &lt; 10 kg C/h ;</li> <li>- en continu pour toute cheminée où le flux de COVT est &gt;= 10 kg C/h.</li> </ul> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant demande des aménagements à la MTD 11.</p> <p>Le dossier de réexamen a été déposé en juin 2022 et son instruction est initiée. A ce stade, il n'est pas possible de se prononcer sur ces demandes d'aménagement.</p> <p>D'ores et déjà, une connaissance plus précise des quantités de COV canalisées non traitées au niveau de chaque cheminée concernée, paraît indispensable pour mieux appréhender les enjeux liés à ces émissions et répondre à la demande d'aménagements. Aussi, des mesures de concentration et flux de COV pourraient être prescrites par arrêté complémentaire dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer <u>sous 3 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recensement des émissaires concernés et si leur aménagement permet d'effectuer une mesure de débit et de concentration COVT ;</li> <li>- la connaissance des activités reliées à chaque émissaire ;</li> <li>- connaissance des polluants émis à chaque émissaire ;</li> <li>- les résultats de la mesure des polluants émis à chaque émissaire au moins 1 fois, dans des conditions représentatives du fonctionnement, pour avoir une estimation des émissions au niveau de chaque cheminée ;</li> <li>- la proposition d'une alternative à la mesure pour estimer/calculer les émissions par émissaire à la fréquence demandée par le BREF si son aménagement ne permet pas d'effectuer une mesure de débit et de concentration COVT.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Rejets Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 5.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances émissions COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.5.4.1. Rejet de chaque incinérateur 5.5.4.1.1. Les normes de rejet ainsi que le rendement d'épuration définis aux articles 5.5.3.1 et 2 sont déterminés annuellement. Les campagnes d'analyses correspondantes doivent être effectuées pendant une durée minimale correspondant à la période journalière d'activité de chaque incinérateur. Leurs résultats sont transmis dans le mois suivant à l'inspecteur des installations classées, accompagnés des commentaires de l'exploitant. 5.5.4.1.2. L'inspecteur des installations classées pourra réduire la fréquence de ces contrôles en fonction des résultats obtenus.
<b>Constats :</b> Les mesures sont réalisées annuellement sur une durée de 5 heures. La périodicité fixée par l'arrêté préfectoral constitue une durée minimale qui ne garantit pas directement la représentativité des mesures.
<b>Observations :</b> Une réflexion doit être menée sur la représentativité de la méthode choisie (voir bilan matière PGS).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet